



# Désastre de la mondialisation

PAR JEAN CHESNEAUX \*

Dans leur ronde solitaire, les grandes Bourses du monde sont un lieu de modernité. Un lieu circumplanétaire dont les caractéristiques spatio-temporelles ne sont plus très euclidiennes, et pourtant un agent majeur de l'activité financière moderne et du pouvoir économique. Les opérations de la *City* londonienne commencent à 4h30 du matin (heure de New York) et sont suspendues à 11 h. Mais *Wall Street* a ouvert deux heures plus tôt, à 9 h *local time* et ferme à 17 h. Tokyo a pris le relais dès 16h30 et l'assure jusqu'à 1 h du matin (toujours selon l'heure de New York), lui-même suivi par Bahrein qui ouvre à minuit et s'arrête à 6 h, alors que la *City* a déjà repris ses activités depuis 90 minutes. Que Bahrein soit ainsi investi d'une fonction de « quart » indispensable pour assurer la continuité des cotations boursières reflète le poids devenu décisif des considérations globales ; l'opulence pétrolière n'aurait pu obtenir à elle seule cette investiture...

Emporté dans la succession des fuseaux horaires et l'interconnexion des ordinateurs, le marché finan-

cier mondial fonctionne 24 heures sur 24 en ubiquité instantanée. Modernité économique signifie mondialisation économique.

C'est désormais en fonction des débouchés – au moins éventuels – du marché mondial, de la compétition internationale beaucoup plus réelle sur ces mêmes marchés, de la pénétration des concurrents étrangers sur le marché intérieur, des normes internationales de productivité et de rentabilité (« quand Toyota robotise, Renault n'a pas le choix » ...) que s'organise dans chaque pays la production agricole et industrielle, les échanges, les services du tertiaire, la consommation. Une découverte ou une innovation ne sont validées que si elles percent au niveau mondial et c'est en fonction du marché mondial qu'on définit la rentabilité d'un projet. La politique d'armement de la France, grosse

\* *Historien, essayiste. A précédemment publié De la modernité, aux éditions de La Découverte.*

exportatrice de matériels de guerre<sup>1</sup> est déterminée par les préférences de ses clients, bien plus que par la nécessité de la défense nationale ; les choix financiers ont pris le pas sur les choix proprement militaires.

La mondialisation ne serait-elle qu'une étape, une de plus, dans la voie de la croissance capitaliste ? Que la taille, la structure, le champ spatial d'activité du grand capital, et notamment des « FTN » (firmes transnationales) se soient élargis à la planète entière, que soit ainsi mené à son terme un processus d'intégration économique dont les origines remontent aux « économies-monde » du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, ne doit pas cacher ce que la mondialisation économique présente de nouveauté intrinsèque. Ce n'est pas seulement notre analyse économique qui est mise à l'épreuve, mais notre réflexion générale sur la dynamique historique de notre temps, donc notre capacité politique face à notre avenir.

Avec la mondialisation de la « planète câblée », intervient d'abord un renversement de priorités. Désormais, ce sont les perspectives et aussi les contraintes du champ économique, alors que ce fut si longtemps l'inverse, et encore à l'âge du capitalisme classique. Si le programme nucléaire français de 1974 a finalement préféré les centrales à eau pressurisée, plutôt que le système dit « graphite-gaz », pourtant moins coûteux pour la France, plus sûr, et par surcroît fortement associé à la tradition étatique gaulliste, c'est que les premières offraient de meilleures possibilités d'exploitation « clés en mains ». Les priorités financières, même en pleine « crise » de l'énergie, passaient avant les priorités énergétiques.

Et surtout, la mondialisation spatiale des circuits économiques va de pair avec une intégration qualitative, verticale en quelque sorte, de dématérialisation, d'interconnexion systématique.

• **Délocalisation et déterritorialisation.** La production et les échanges sont distribués de plus en plus selon une logique globale, planétaire, sans plus guère tenir compte de l'environnement local concret. Sur les quais mêmes de Rotterdam et de Hambourg, entre des montagnes de containers et des citernes à mazout, des spéculateurs qui ne savent rien de l'élevage ni de la vie rurale ont implanté des bâtiments fabriqués au Brésil, où des vaches et des porcs à haut rendement sont gavés de manioc thaïlandais et de soja américain, pour être ensuite traités ou dépecés par des machines suédoises ou coréennes. Ce sont ces ports qu'a élus le calcul économique, acharné à « optimiser » les coûts de transports.

La même priorité des logiques globales explique la fortune des « pôles de mondialité » dits *off-shore*<sup>3</sup>, répartis à travers toute la planète comme autant d'enclaves totalement dissociées des réalités historiques, sociales ou géographiques de leur environnement régional.

Places financières dites « OBU » (*off-shore banking units*) comme les Iles Caïman (tenant du titre mondial dans cette catégorie) ou le Luxembourg. Plate-forme industrielle comme Singapour, fière de son titre de *global city* aux résonnances saint-simoniennes. Paradis fiscaux comme les Iles Bahamas ou le Lichtenstein dont le statut archaïque de dernière principauté germanique de l'histoire européenne jette un voile opportun sur ses formes extrêmement « modernes » de capitalisme-nomade.

• **Dématérialisation.** Les études de « R & D » (*research and development*), les analyses de marché, les frais de gestion interne des entreprises, la publicité, bref « l'investissement immatériel » du secteur tertiaire pèse de plus en plus lourd, par rapport aux traditionnelles priorités qu'étaient les matières premières et la main-d'œuvre. Le prix d'une voiture dépend beaucoup plus du budget « R & D » du fabricant, que l'épaisseur de ses tôles et du cours mondial des aciers. Les nouvelles technologies amplifient elles aussi la progression des produits immatériels et des processus immatériels. Avec l'explosion de la spéculation internationale effrénée (le « Las Vegas planétaire »), la finance se dissocie des activités de production et devient un champ immatériel autonome.

• **Interconnexion globale.** L'économie mondiale est devenue un « système » hégémonique et pourtant inerte, tant il est bloqué sur sa propre logique, tant il met conjointement en jeu des processus multiples dont l'interdépendance est si poussée que chaque élément s'en trouve étroitement subordonné à l'ensemble. Non seulement l'industrie française d'armement et le programme nucléaire français, pour reprendre ces deux exemples, répondent bien plus aux perspectives d'exportation sur le marché mondial qu'aux besoins militaires et énergétiques propres de la France, mais la prospérité de l'un et de l'autre affecte directement la balance du commerce extérieur français, l'état des réserves françaises en dollars, le niveau de l'emploi industriel dans ce pays. Le pouvoir d'Etat ne peut guère se permettre d'y toucher sans provoquer des effets en chaîne, qu'il maîtriserait mal.

Les êtres humains, eux aussi, sont entraînés dans le mouvement général de mondialisation. La traite des noirs au XVIII<sup>e</sup> siècle, le trafic des coolies chinois et des travailleurs indiens au XIX<sup>e</sup> siècle avaient un caractère fonctionnel, au service des plantations, plus tard des mines et des chemins de fer en tant que projets économiques définis. Mais l'armée industrielle de réserve est devenue planétaire, ses mouvements aléatoires se déploient en tout sens, l'errance des travailleurs sans emploi à la recherche d'une vie moins désespérée amène les Philippins dans les émirats du Golfe, les Pakistanais et les Tamouls à Paris, les Coréens au Japon, les Africains en Scandinavie, les Haïtiens en République dominicaine, les Ghanéens en Côte d'Ivoire.

Faut-il donc parler d'un « impératif mondial » ? Cette formule à la mode suggère l'existence d'une contrainte, d'une force qui pèserait comme de l'extérieur sur les pays et les peuples. N'a-t-on pas plutôt affaire à une situation d'interconnexion généralisée qui serait doublement globale – par l'extension planétaire de son champ spatial et par l'interdépendance étroite des différents secteurs de l'activité économique ?

1 Elle est le troisième trafiquant d'armes du monde, et le premier par rapport à sa population.

2 Sur ce terme, proposé par I. Wallerstein et F. Braudel, et sur l'originalité de la modernité mondiale par rapport aux anciennes « économies-monde » particulières, cf. chap. 8, J. Chesneaux : La Modernité-monde – Ed. La Découverte.

3 Le terme de *off-shore* est emprunté à la technique de forage pétrolier en haute mer. Le *off-shore* peut lui-même être rattaché à une catégorie plus générale, le « hors-sol ».

## Métasystèmes et métamodèles



Ce qu'on nomme les macro-agrégats mondiaux sont à la fois les opérateurs conjoints et les signaux spécifiques de cette interconnexion économique globale : à savoir le cours des grandes devises, le taux d'intérêt bancaire, le prix des matières premières, l'étendue de l'endettement mondial, le volume cumulé des exportations et des importations mondiales, les normes de commercialisation. Ces macro-agrégats ne sont-ils pas finalement plus significatifs de la mondialisation que les firmes transnationales (*transnational corporations*, FTN-TNC), lesquelles sont certes les agents les plus visibles et les plus prestigieux de la mondialisation, mais pas pour autant ses maîtres souverains ? Les FTN-TNC ne peuvent aussi que suivre le mouvement des macro-agrégats, avec la même docilité que le plus modeste des petits patrons. Et pourtant, le volume de leurs transactions dépasse souvent le budget de bien des Etats. Leurs activités se sont diversifiées autant que l'origine de leurs financements et le champ spatial de leurs opérations, on a pu dire qu'elles étaient à la fois multi-capitales, multi-marchés et multi-produits. Mais non « multi-nationales » comme on avait pris l'habitude de le dire dans les années 1960, par une ultime tentative pour rattacher à un cadre connu, la nation, ce que ce phénomène avait en fait de radicalement nouveau. Loin d'opérer par concertation entre les différentes économies « nationales », les FTN-TNC se déploient directement dans un espace économique distendu à travers toute la planète, sans qu'on puisse en localiser la « tête », sans que cette question ait même conservé un sens.

### Le centre est partout

La logique générale de la mondialisation économique et de la production extravertie est si forte, que ce système n'a même plus besoin de centralité ni physique ni symbolique.

Ce qui ne signifie pas le moins du monde que disparaissent l'antagonisme entre peuples riches et peuples pauvres, entre pôles de prospérité et pôles de misère. Mais cet antagonisme cesse de se réduire à la dichotomie géopolitique élémentaire entre un « centre » exploitateur et une « périphérie » exploitée. Non seulement le « centre » est aujourd'hui dispersé à travers toute la planète, non seulement la « périphérie » a aujourd'hui envahi les pays riches, mais l'un et l'autre sont assujettis avec une égale rigueur, bien qu'à des niveaux très différents de prospérité ou de misère, au même « système » global, à la fois hégémonique et inerte. Dans son mouvement contradictoire, la mondialisation-moderne alourdit la dépendance du « Tiers-monde » (faut-il dire l'ex-Tiers-monde ?) envers l'Occident (l'ex-Occident ?), mais elle les soumet l'un et l'autre aux mêmes pesanteurs mondiales, donc elle bouleverse tout autant l'équilibre interne du « Sud » et celui du « Nord ». La philosophie politique pour laquelle tout se ramènerait au conflit du Tiers-monde et de l'Occident se voit contrainte à ré-examiner ses catégories fondatrices.

Pris dans la nasse, les pays du Tiers-monde ne peuvent avancer dans la voie du développement qu'en s'enfermant dans des contraintes de plus en plus rigides. Plus un pays du Tiers-monde ambitionne de se « développer » et plus il a besoin de technologies performantes

qu'il faut importer à grands frais, plus s'alourdit la facture en devises fortes et plus l'économie s'extravertit, car on privilégie nécessairement les productions agricoles et industrielles destinées à l'exportation, donc capables de financer au moins le service des intérêts de la dette, aux dépens du marché intérieur et du niveau de vie. A terme, on aura à peine terminé les remboursements (hypothétiques) que les nouvelles usines seront devenues techniquement obsolètes et tout se réduira à une « opération blanche ».

La Révolution verte, c'est-à-dire l'importation massive de semences sélectionnées, de machines agricoles, d'engrais chimiques, pesticides et autres « intrants », a été un plein succès économique, une brillante avancée de la mondialisation. De larges régions agricoles de l'Inde, d'Afrique noire ou d'Amérique latine, ont dégagé de gros surplus exportables, mais à des prix inaccessibles pour les consommateurs misérables de ces pays. La vie rurale a été laminée au profit des gros exploitants, la paysannerie précarisée a été chassée vers les banlieues des villes géantes. Et finalement, l'Afrique, qui subvenait à ses besoins alimentaires depuis les origines les plus lointaines de l'humanité, doit globalement importer sa nourriture.

### Le modèle occidental : un miroir aux alouettes

« On se modernise pour survivre, mais on se réduit pour être moderne » (S. Latouche)<sup>4</sup>. Le développement « mimétique » dans lequel s'engage la grande majorité des pays du Tiers-monde, à l'incitation à la fois de l'Occident et de la classe dirigeante locale dont le pouvoir, la fortune et le prestige sont fondés sur le ralliement à ce modèle, entraîne des déséquilibres internes, bien plus graves que le « pillage » traditionnellement dénoncé par la gauche radicale d'Occident. Le pain gagne partout en Afrique noire, jusque dans les villages les plus reculés, et l'on se condamne à importer

<sup>4</sup> S. Latouche :  
L'Occidentalisation  
du monde –  
Ed. La Découverte.

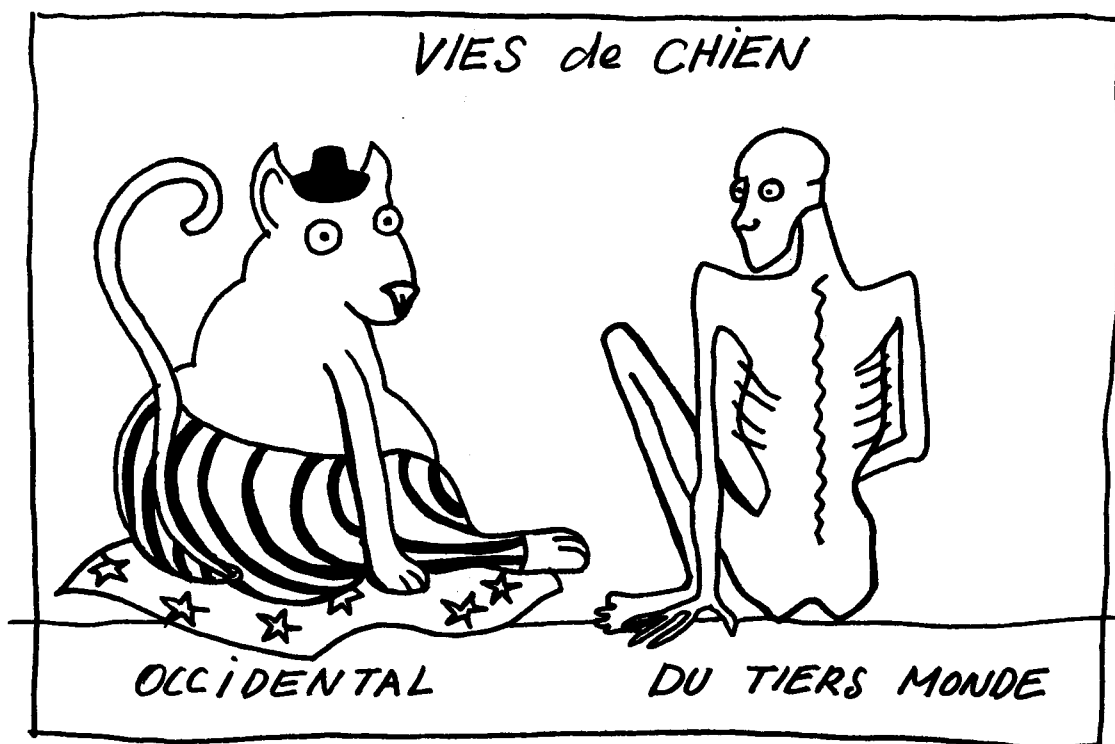


blés et farines. Le Bangladesh est envahi de lait en poudre danois et hollandais, et le petit élevage villageois du delta du Gange ne peut résister.

La mondialisation de l'économie représente, selon la forte expression de François Partant<sup>5</sup>, une *expropriation* de vastes régions et de peuples entiers, désormais privés de toute maîtrise sur les systèmes productifs dont dépend leur substance. Leur avenir leur échappe, il ne se définit plus que par référence à des schémas imposés de l'extérieur, des vecteurs de mondialisation, tels le mode de calcul du PIB et les normes

## Le poids du maître invisible

Le Tiers-monde n'aurait-il pas trouvé un nouveau maître plus rigoureux encore que l'ancien ? La domination occidentale dessinait en négatif un avenir de liberté, avec d'autant plus de netteté qu'elle était plus insupportable. Mais le modèle de développement « moderne » est intériorisé ; il s'identifie avec l'avenir même de ces pays, aussi bien dans le discours des dirigeants que dans l'imaginaire populaire et ce, malgré ses échecs dramatiques. « On n'a pas le choix, il faut aller de



du FMI, deux siglaisons aux lourdes implications.

Malgré son nom, le PIB (produit « intérieur » brut) n'a de sens que dans un contexte de compétition internationale et d'hégémonie des macro-agrégats mondiaux ; le PIB est la négation des réalités sociales, c'est-à-dire intérieures. Le chômeur des bidonvilles de Caracas découvre avec stupéfaction que son niveau de vie défini en termes de PIB moyen est digne d'envie. Non moins éberlué, le pêcheur de Samoa qui vit plutôt à l'aise en état de relative auto-subsistance apprend qu'il est un des plus pauvres habitants de la planète dans l'échelle des PIB.

La référence au PIB est presque caricaturale, le recours aux normes du FMI a des effets dramatiques. Ces mesures dites « d'ajustement structurel » représentent l'alignement, l'assujettissement de sociétés entières, vis-à-vis d'un système global dont la rentabilité économique et l'extraversion prioritaire sont les références suprêmes. Aux pays endettés qui font appel à lui, le FMI impose la suppression des subventions alimentaires, l'élévation du prix des services, la réduction du nombre des emplois publics, la baisse des salaires et des revenus des classes moyennes (appelée par euphémisme la « gestion fine de la demande »), bref la « vérité économique ». L'économie se redresse, et la société fait les frais de l'opération.

*l'avant... ».* La « nasse » est idéologique autant qu'économique.

La modernisation-mondialisation, un nouveau maître ? Qui opère par ses pesanteurs globales et ses « ajustements » systématiques, plus que par coercition ? L'ancien maître, à savoir l'Occident, ne s'est pas effacé pour autant, même si sa position dominante ne dépend plus désormais des structures archaïques du pouvoir politique colonial.

L'Occident continue à mener le jeu, grâce à ses « noyaux durs », à ses réserves financières en devises « fortes », à son contrôle des banques, assurances, transports maritimes, aériens et autres services, à son quasi-monopole des technologies avancées. Ce magistère économique, symbolisé par le Sommet annuel des « Sept » (les pays les plus industrialisés) se prolonge en hégémonie culturelle, donc idéologique ; c'est l'Occident qui détient les agences de presse, les réseaux de communication et télécommunication, les firmes « multi-médias » et les chaînes de produits audio-visuels, — soit un marché gigantesque.

Lourdement endetté vis-à-vis de l'Occident, dont les créances tant publiques que privées ont dépassé, en 1988, 1 300 milliards de dollars, le Tiers-monde doit effectuer en permanence de lourds transferts de capitaux en direction des pays riches. Du fait de la détério-

<sup>5</sup> F. Partant :

La Ligne d'horizon —  
Ed. La Découverte.

ration des termes de l'échange, il paye de plus en plus cher ce qu'il achète à ces derniers, et il est contraint de leur vendre de moins en moins bien ses produits. Une caricature, publiée en 1985 par l'*Economist*, montrait une main noire, décharnée, tendant à l'Ouest *the poor man's gift to the rich man*, soit les 65 milliards de dollars que ce dernier gagne du fait de la baisse des coûts des produits du Tiers-monde. Et surtout, le Tiers-monde est handicapé par le déséquilibre des systèmes productifs, qui permet à l'Europe, au Japon, à l'Amérique du Nord de produire mieux, moins cher, en plus grande série, grâce à son savoir-faire, à son expérience, à ses structures plus performantes, bref à son énorme supériorité historique intrinsèque, et pas seulement « à cause » des profits que « l'Occident » (au sens large) tire de ses relations inégalitaires avec le Tiers-monde.

### Colonisez-vous vous-mêmes

Le Tiers-monde démuni et fragilisé n'a donc droit qu'à une *junk modernity*, une modernité de rebut. C'est chez lui que l'Occident écoule ses ferryboats délabrés, ses médicaments périmés, ses conserves alimentaires « bas de gamme », et qu'il achète chaque année des milliards de litres de sang frais, et jusqu'aux fœtus nés de femmes dont on a délibérément retardé l'avortement pour augmenter le poids marchand de cet « article » très prisé par les laboratoires pharmaceutiques « modernes ». Mais les dépenses annuelles de nourriture du chien berger allemand qui garde un *home* d'Occident, permettraient de subvenir aux besoins de base de dix paysans du Bangladesh...

Entre l'Occident qui reste majoritairement prospère malgré la crise, et la misère, la déréliction dans laquelle s'enfonce la masse du Tiers-monde, il n'y a certes ni relation de causalité linéaire ni frontière linéaire. L'Occident, on vient de le suggérer, bénéficie d'une supériorité globale, construite à travers les siècles, et dont l'exploitation du Tiers-monde n'est qu'une composante parmi bien d'autres. Si l'écart se creuse à mesure que progresse la mondialisation, c'est le long d'une frontière floue, fluctuante, dissociée de la géographie concrète.

L'Occident, en tant que catégorie économique et politique, s'est diffusé à travers toute la planète sous la forme de ses antennes *off-shore* : places financières et zones franches, bases touristiques et cathédrales industrielles poussées dans le désert, camps miniers et chantiers de travaux publics, universités et ambassades, qui chacun dans leur sphère propre servent de relais très fonctionnels aux réseaux de modernité qui enserrant la planète « câblée ». Avec les « nouveaux pays industriels », dont le cas sera examiné un peu plus loin, l'Occident a comme échappé à lui-même, et les pôles de la modernité sont devenus universels.

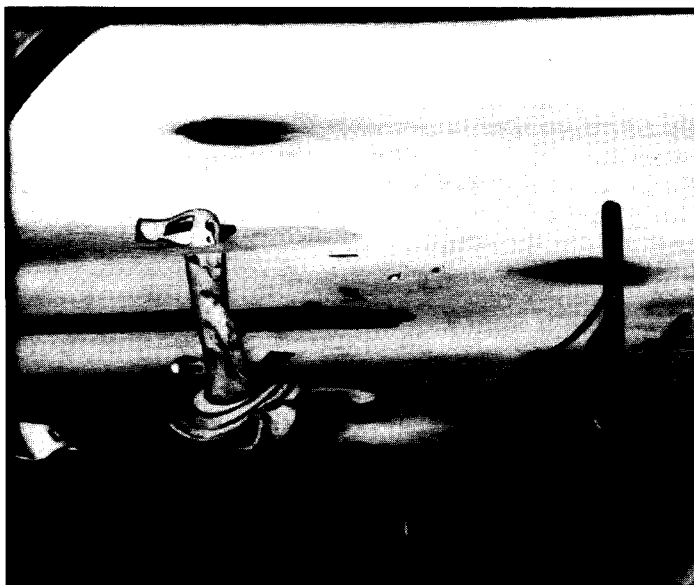
L'écart se creuse donc à l'intérieur même du Tiers-monde. On a pu dire que Sao Paulo « était une Suisse entourée de vingt Biafras ». Mais le Tiers-monde des bidonvilles est aussi moderne que celui des banques du campus, la nouvelle polarité introduite par la mondialisation n'a rien à voir avec la classique distinction entre sociétés « modernes » et « traditionnelles », dont se sont longtemps satisfait les sociologues et les anthropologues.

Ce qui oppose en fin de compte l'Occident et le Tiers-monde, c'est peut-être le « différentiel de modernité » qui les entraîne conjointement dans les circuits de la mondialisation, mais en sens inverse, à l'avantage des uns mais au détriment des autres.

Le Tiers-monde s'enfonce, sa modernisation est un échec dramatique mais il n'est pas « en retard ». L'Occident n'est pas en « avance », terme suspect, remarque François Partant, car une voiture n'a d'avance sur une autre que si la seconde peut suivre... Ce qui est ici fort douteux. Un des pièges intellectuels de la mondialisation réside dans notre tendance à interpréter comme un décalage historique, donc en termes de temporalité, ce qui est en réalité une interdépendance, une polarité dans l'espace. Les succès de l'Occident développés, y compris hors d'Occident, et les désastres du Tiers-monde sont partie intégrante du même système global.

La catastrophe de Bhopal, survenue en 1984 dans l'Etat de Madhya Pradesh, n'est pas seulement un sévère rappel de la fragilité technique de nos sociétés modernes. Le nuage mortel d'isocyanate de méthyl qui se répandit soudain sur un rayon de 40 km autour de cette ville montre très concrètement comment s'articulent les contraintes globales que la mondialisation impose au Tiers-monde, la position dominante que conserve l'Occident, et la crise d'un Tiers-monde divisé contre lui-même. Dans la logique économique de l'*Union-Carbide*, puissante TNC spécialisée dans les pesticides dont la Révolution verte est grosse consommatrice, l'implantation d'une usine à Bhopal était pleinement justifiée en termes de coûts comparatifs. L'usine-enclave était fonctionnelle par rapport au marché mondial, elle était aberrante par rapport à la réalité indienne : la main-d'œuvre était inexpérimentée,





### Taille humaine

les techniciens indiens mal entraînés, la population locale ignorante des risques encourus, les contrôles inexistants. L'usine était flatteuse pour l'image de modernité de l'Inde, mais les profits arrivaient finalement en Occident.

### La nouvelle pauvreté est générale

L'Occident continue donc à mener le jeu, et pas seulement à Bhopal, mais en est-il vraiment le maître ? Si avantageuse que soit sa position relative, il est tenu lui aussi de se conformer aux tendances lourdes du système, devant lesquelles il est impuissant. Il subit les aléas du marché mondial, ainsi lors des chocs pétroliers de 1974 et 1979. Il défend à grand peine ce qui reste de sa sidérurgie autrefois triomphante, sa construction navale a succombé devant la concurrence des chantiers de Corée du Sud ou de Taiwan. Les Midlands, la Wallonie et autres bassins industriels sur lesquelles s'était construite sa prospérité, ne sont plus que friches et décombres. Que la Roumanie se lance dans la production massive des œufs ou le Brésil dans celle des poulets surgelés, et c'est la ruine de la Bretagne que les technocrates de la V<sup>e</sup> République avaient imprudemment lancée dans la « filière-volaïlle ».

Si la mondialisation économique fait la fortune non seulement du grand capital mais de larges sections des classes moyennes – telle est la base sociale du reaganisme et du thatcherisme –, elle grossit le nombre des chômeurs et des marginalisés. L'écart se creuse aussi à l'intérieur de l'Occident sous la forme de la société « duale ».

En 1988, on comptait en Europe occidentale 44 millions de personnes ne disposant pas de la moitié du revenu moyen dans leurs pays respectifs. La « nouvelle pauvreté » gagne les pays riches, y compris les Etats-Unis, mais ceux-ci continuent à exercer la même force d'attraction sur les déshérités du monde. Le flux des travailleurs immigrés, d'abord « appelé » par l'expansion économique et le besoin en main-d'œuvre peu qualifiée dans les années 60-70, continue sur sa lancée alors même que le chômage s'étend en Occident ; mais la misère progresse plus vite encore dans les pays de la Méditerranée, l'Afrique noire,

l'Asie du Sud, les Antilles, le Mexique, dont les chômeurs se pressent par millions aux frontières des pays industrialisés. L'Europe et dans une certaine mesure les Etats-Unis, auxquels la mondialisation économique des années 60 et 70 avait apporté la prospérité, subissent le choc en retour de cette mondialisation, laquelle a profondément déstabilisé et fragilisé le Tiers-monde.

L'Occident continue à intervenir dans le Tiers-monde comme agent privilégié et relais principal de la modernité-monde, et il y trouve largement son compte. Mais il prend lui-même des coups. Un peu abasourdis, les Catalans et les Lorrains voient s'ouvrir chez eux des écoles coréennes où les enfants des ingénieurs de Séoul, venus reconverter à l'industrie électronique de pointe ces hauts-lieux de l'histoire européenne, reçoivent une éducation fondée sur leurs valeurs nationales.

Ainsi va la modernité monde, dans sa démarche singulière. Le redressement du Japon, après que s'étaient effondrés les ultimes rêves des samouraïs, et sa fortune comme puissance capitaliste majeure, ont confirmé la capacité du système à se reproduire loin de l'Europe et des Etats-Unis. Dans les années 60 et 70, les flux économiques mondiaux, de par leur mobilité, leur ubiquité, leur dématérialisation, tendent désormais à se découpler de la matrice historique dont ils étaient issus. La modernité comme occidentalisation du monde n'ouvre-t-elle pas la voie à une « méta-modernité », qui traverserait en diagonale la terre entière sans être implantée de façon privilégiée dans une région plutôt que dans une autre ! ■

### Cinquième dimension

